

PREFET DE LA GIRONDE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES
TERRITOIRES ET DE LA MER DE LA GIRONDE

Service des Procédures Environnementales

24 AVR. 2013

ARRETE du

**ARRETE PREFECTORAL PORTANT CREATION D'UNE COMMISSION DE SUIVI DES SITES
EXPLOITES A SAINT MEDARD EN JALLES ET SAINTE HELENE (33) PAR LES SOCIETES
HERAKLES, ROXEL ET LA DGA**

**LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE,
PREFET DE LA GIRONDE
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

VU le Code de l'Environnement, et notamment le titre I du livre V relatif à la prévention des pollutions, des risques et des nuisances, le chapitre IV du titre II du livre Ier et les articles L125-2 et 125-2-1, sur le droit d'accès à l'information relative aux risques majeurs et à la création des commissions de suivi de site (CSS);

VU le Code de l'environnement et notamment son article L.515-22 concernant les modalités de la concertation relative à l'élaboration du projet de plan de prévention des risques technologiques ;

VU le Code de l'Environnement et ses articles R 125-8-1 à 125-8-5 et D125-29 à D125-34 relatif à la création des comités de suivi de sites (CSS),

VU le décret n° 2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif ;

VU l'arrêté préfectoral portant création d'un comité local d'information et de concertation (CLIC) en date du 25 novembre 2008,

VU l'arrêté préfectoral portant modification du comité local d'information et de concertation (CLIC) en date du 24 mars 2009,

VU la consultation du CLIC effectuée le 12 décembre 2012 en vue du renouvellement de ses membres,

CONSIDERANT que les installations exploitées par HERAKLES, ROXEL et la DGA à SAINT MEDARD EN JALLES et SAINTE HELENE (33) figurent sur la liste prévue au IV de l'article L. 515-8 du code de l'environnement,

CONSIDERANT la nécessité de promouvoir l'information du public sur les risques technologiques engendrés par l'activité des sociétés HERAKLES, ROXEL et de la DGA, et sur l'environnement de ces sites,

CONSIDERANT la nécessité de constituer un cadre d'échange et d'information sur les conditions de création, d'exploitation et de remise en état des sites exploités par HERAKLES, ROXEL et la DGA, ainsi que sur les actions menées, sous le contrôle des pouvoirs publics, par les exploitants pour la préservation des intérêts visés par l'article L.511-1 du code de l'environnement,

CONSIDERANT qu'il convient de substituer le CLIC, pour lequel l'arrêté du 24 mars 2009 prévoit le renouvellement des membres à l'issue d'une période de 3 ans, par une commission de suivi de site (CSS),

SUR PROPOSITION du Directeur de Cabinet

ARRETE

ARTICLE 1 : CREATION DE LA CSS

Une commission de suivi de site est créée pour les sites :

- HERAKLES sites de Saint Médard en Jalles (Candale et plateforme)
- HERAKLES site de Saint Hélène
- ROXEL plateforme de Saint Médard
- DGA Essai de missiles site de Saint Médard en Jalles

ARTICLE 2 : COMPOSITION DE LA CSS

La commission de suivi de site mentionnée à l'article 1 est composée de membres répartis en cinq collèges comme indiqué ci-dessous :

Le collège « **administration** » comprend :

- M. le Préfet ou son représentant
- Un représentant du Service Interministériel de Défense et de Protection Civile
- Un représentant de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement
- Un représentant de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer
- Un représentant de la Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du travail et de l'Emploi
- Un représentant de l'Agence Régionale de Santé
- Un représentant du contrôle général des armées
- Un représentant du groupement départemental de gendarmerie de Gironde

Le collège « **Collectivités Territoriales** » comprend :

- M. le Président de la Communauté Urbaine de Bordeaux ou son représentant
- M. le Président de la Communauté de Communes Médullienne ou son représentant
- M. le Président du Syndicat Mixte du Schéma Directeur de l'Aire Métropolitaine de Bordeaux ou son représentant
- M. le Maire de SAINT MEDARD EN JALLES ou son représentant
- M. le Maire de SAINTE HELENE ou son représentant
- M. le Maire de MARTIGNAS EN JALLES ou son représentant
- M. le Maire de CASTELNAU DU MEDOC ou son représentant
- M. le Maire de MOULIS EN MEDOC ou son représentant

Le collège « **Exploitants** » comprend :

- M. le Directeur de HERAKLES ou son représentant
- M. le Directeur de ROXEL ou son représentant
- M. le Directeur de la DGA ou son représentant

Le Collège **Riverains** » comprend :

- Un représentant (actuellement M.LESBATS) de l'Association AQUITAINE ALTERNATIVES ou son suppléant
- Un représentant (actuellement M.Patrick BARTHE) du conseil de quartier centre de Saint Médard en Jalles ou son suppléant
- Un représentant (actuellement M.Denis Pierre MELLIN) du conseil de quartier est de Saint Médard en Jalles ou son suppléant
- Un représentant (actuellement M.Thierry GODARD) du conseil de quartier ouest de Saint Médard en Jalles ou son suppléant
- Un représentant (actuellement M.Claude BONNET) de la SEPANSO ou son suppléant
- Un représentant (Actuellement M.Thierry MOISSONNIER) de la FDAAPPMA ou son suppléant

Le Collège « **Salariés** » comprend :

- un représentant (actuellement M.Jean-Luc LAHAYE) des personnels militaires de DGA Essais de Missiles site Gironde ou son suppléant ;
- un représentant (actuellement M. Laurent AUDEBRAND) des personnels civils de DGA Essais de Missiles site Gironde ou son suppléant ;
- un représentant (actuellement M. Emmanuel ANDREOTTI) des personnels ROXEL ou son suppléant
- un représentant (actuellement M. Sébastien FARIBAULT) représentant des personnels HERAKLES site de Candale ou son suppléant
- un représentant (actuellement M. Christian GAVICA) représentant des personnels HERAKLES plate-forme de Saint Médard ou son suppléant
- un représentant des personnels HERAKLES site de Sainte Hélène ou son suppléant

Les personnalités qualifiées

- un représentant du Service Départemental d'Incendie et de Secours
- un représentant du Conseil Général

La commission est présidée par M. le Maire de SAINT MEDARD EN JALLES.

ARTICLE 3 : REGLES DE FONCTIONNEMENT

Tout membre qui perd la qualité au titre de laquelle il a été nommé est réputé démissionnaire.

Les membres sont nommés pour une durée de 5 ans.

Les réunions de la commission sont ouvertes au public sur décision du bureau.

La commission se réunit au moins une fois par an ou sur demande d'au moins trois membres du bureau.

Le secrétariat est assuré par la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement.

L'ordre du jour des réunions est fixé par le bureau.

L'inscription à l'ordre du jour d'une demande d'avis du premier alinéa de l'article D. 125-31 (élaboration du PPRT) est de droit.

Sauf cas d'urgence, la convocation et les documents de séance sont transmis par le secrétariat quatorze jours avant la date à laquelle se réunit la commission. Ces documents sont communicables au public dans les conditions prévues au chapitre IV du titre II du livre Ier du Code de l'environnement.

La commission met régulièrement à la disposition du public, éventuellement par voie électronique, un bilan de ses actions et les thèmes de ses prochains débats.

ARTICLE 4 : COMPOSITION DU BUREAU

Le bureau est composé de :

- M. le Maire de SAINT MEDARD EN JALLES,
- un représentant de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement
- un représentant de la société HERAKLES
- un représentant des riverains (actuellement M.Patrick BARTHE)
- un représentant des salariés de la société HERAKLES

La composition du bureau peut être adaptée par décision prise à la majorité de ses membres.

ARTICLE 5 : REGLES DE VOTE

Lorsque la commission doit formuler un avis, cet avis est débattu en séance et approuvé à la majorité des membres présents ou représentés, en respectant le poids de chacun des collèges représentés :

3 voix par membre du collège « administration »

3 voix par membre du collège « collectivités »

8 voix par membre du collège « exploitant »

4 voix par membre du collège « riverains »

4 voix par membre du collège « salariés »

1 voix par personnalité qualifiée

En cas d'égalité la voix du président est prépondérante.

ARTICLE 6 : MISSIONS DU CSS

La commission a pour mission de créer entre les différents représentants des collèges mentionnés au I de l'article R. 125-8-2 un cadre d'échange et d'information sur les actions menées, sous le contrôle des pouvoirs publics, par les exploitants des installations classées en vue de ;

- Suivre l'activité des installations classées pour lesquelles elle a été créée, que ce soit lors de leur création, de leur exploitation ou de leur cessation d'activité ;
- Promouvoir pour ces installations l'information du public sur la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.

En particulier :

La commission est associée à l'élaboration du plan de prévention des risques technologiques et émet un avis sur le projet de plan en application de l'article L.515-22 du code de l'environnement.

Elle est tenue régulièrement informée :

- Des décisions individuelles dont l'installation fait l'objet, en application des dispositions législatives du titre Ier du livre V ;
- Des incidents ou accidents survenus à l'occasion du fonctionnement de ces installations, et notamment de ceux mentionnés à l'article R. 512-69.

Tout exploitant peut présenter à la commission, en amont de leur réalisation, ses projets de création, d'extension ou de modification de ses installations.

La commission est informée :

- Par l'exploitant des éléments compris dans le bilan mentionné à l'article D. 125-34 ;
- Des modifications mentionnées à l'article R. 512-33 que l'exploitant envisage d'apporter à cette installation ainsi que des mesures prises par le préfet en application des dispositions de ce même article
- Du plan particulier d'intervention établi en application de l'article 15 de la loi n° 2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile et du plan d'opération interne établi en application de l'article L. 512-29 du présent code et des exercices relatifs à ces plans ;
- Du rapport environnemental de la société ou du groupe auquel appartient l'exploitant de l'installation, lorsqu'il existe.

Elle est destinataire des rapports d'analyse critique réalisés en application de l'article R 512-6 et relatif à l'analyse critique d'éléments du dossier d'autorisation. Son président l'est du rapport d'évaluation prévu par l'article L. 515-26.

Elle peut émettre des observations sur les documents réalisés par l'exploitant et les pouvoirs publics en vue d'informer les citoyens sur les risques auxquels ils sont exposés.

Elle peut demander des informations sur les accidents dont les conséquences sont perceptibles à l'extérieur du site.

La commission peut faire appel aux compétences d'experts reconnus, notamment pour réaliser des tierces expertises, par délibération approuvée à la majorité des membres présents ou représentés. L'intervention de l'expert est réalisée sans préjudice des dispositions prévues à l'article R 512-6 du code de l'environnement et relatif à l'analyse critique d'éléments du dossier d'autorisation.

L'exploitant adresse au moins une fois par an (avant le 30 juin, par courriel ou à défaut par courrier) au secrétariat de la commission (DREAL) un bilan qui comprend en particulier :

- Les actions réalisées pour la prévention des risques et leur coût ;
- Le bilan du système de gestion de la sécurité prévu dans l'arrêté ministériel pris en application de l'article R 512-6 du code de l'environnement ;
- Les comptes rendus des incidents et accidents de l'installation tels que prévus par l'article R 512-69 du code de l'environnement ainsi que les comptes rendus des exercices d'alerte ;
- Le cas échéant, le programme pluriannuel d'objectifs de réduction des risques ;
- La mention des décisions individuelles dont l'installation a fait l'objet, en application des dispositions du code de l'environnement, depuis son autorisation.

Ce bilan fait l'objet d'une présentation par l'exploitant en séance.

Les collectivités territoriales membres du comité informent la commission des changements en cours ou projetés pouvant avoir un impact sur l'aménagement de l'espace autour des dites installations.

ARTICLE 7 : VALIDITE DES CONSULTATIONS

Les consultations du CLIC créés par l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2008 auxquelles il a été procédé avant l'entrée en vigueur des dispositions du présent arrêté demeurent valides en tant qu'elles ont été effectuées conformément aux dispositions antérieures au décret du 7 février 2012 susvisé.

ARTICLE 8 : ABROGATION DU CLIC

Les arrêtés préfectoraux du 25 novembre 2008 et du 24 mars 2009 sont abrogés.

ARTICLE 9 : DELAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans les 2 mois suivants la plus tardive des mesures de publicité prévues à l'article 8 du présent arrêté.

- soit d'un recours gracieux adressé au Préfet de la Gironde, Esplanade Charles de Gaulle 33077 Bordeaux cedex ;
- soit d'un recours hiérarchique adressé au Ministre de l'écologie et du développement durable, direction de la prévention des pollutions et des risques, 20 av. de Ségur 75302 PARIS 07 ;

Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Bordeaux, 9 rue Tastet, 33063 Bordeaux cedex.

- soit directement, en l'absence de recours préalable (recours gracieux ou hiérarchique), dans le délai de deux mois suivant la plus tardive des mesures de publicité prévues à l'article 8 du présent arrêté ;
- soit à l'issue d'un recours préalable dans les deux mois suivant la réponse négative obtenue de l'administration ou au terme d'un silence gardé par celle-ci pendant deux mois à compter de la réception de la demande.

ARTICLE 10 : MESURES DE PUBLICITE

Le présent arrêté sera notifié aux personnes et organismes membres définis dans l'article 2.

Il sera affiché pendant un mois dans les mairies des communes de SAINT MEDARD EN JALLES, SAINTE HELENE, MARTIGNAS EN JALLES, CASTELNAU DU MEDOC, MOULIS EN MEDOC.

L'arrêté fera aussi l'objet d'une insertion au recueil des actes administratifs de l'Etat dans le département.

ARTICLE 11 : EXECUTION

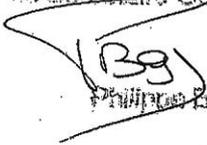
Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Gironde, le Directeur de Cabinet du Préfet, le Directeur du service interministériel régional de défense et de protection civile, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, le Directeur Départemental de la Protection des Populations, le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de la Gironde, le Directeur Régional des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du travail et de l'Emploi sont chargés, chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Bordeaux, le 24 AVR. 2013

Le Préfet

Pour le Préfet,

Le Secrétaire Général par intérim,


Philippe BRUCNOT